



---

# **SYNTHESE de Note de lecture**

***LE CLIMAT APRES LA FIN DU MOIS***

## Le climat après la fin du mois

Christian Gollier évoque dans cet essai l'enjeu central des politiques climatiques et la question sensible des sacrifices à consentir par les générations présentes pour préserver le capital naturel des générations futures. Il insiste sur la schizophrénie qui semble gagner le citoyen : il peut, comme en France, signer une pétition « *affaire du siècle* » accusant l'Etat d'inaction face au changement climatique et le traîner devant les tribunaux, et vitupérer et manifester dans le même temps contre la fiscalité écologique au nom de la préservation du pouvoir d'achat. Pour l'auteur, dans la mesure où le climat est un bien commun, il faut absolument le préserver. Pour cela, il n'y a qu'une seule solution crédible, en fonction du consensus qui s'est établi chez les scientifiques sur la responsabilité humaine dans le dérèglement climatique actuel : faire payer le vrai prix du carbone qui intègre à la fois les coûts de production et les externalités négatives qu'il génère.

Christian Gollier se prononce contre une décroissance brutale qui supposerait un régime politique autoritaire qui imposerait un mode de consommation frugal et uniforme au détriment des libertés individuelles. Et toutes les tentatives de faire naître un « *homme nouveau* » se sont soldées par des dérives totalitaires tragiques et barbares au XXème siècle. Au contraire, il estime que « *notre projet collectif devrait être une décroissance sélective, celle qui laisse l'homme libre d'exprimer son génie entrepreneurial dans des activités compatibles avec le bien commun, tout en incitant à la décroissance des activités qui détruisent la nature* ».

### Miser sur le principe pollueur-payeur

Christian Gollier regrette dans cet ouvrage les critiques excessives contre la science économique, trop souvent associée à la doctrine libérale et à quelques recettes sommaires faisant l'apologie de la libre concurrence et accusée d'être à la racine des dérives du capitalisme. Il plaide pour que l'on puise dans la boîte à outils des économistes les moyens de combiner efficacement les mécanismes de marché avec une intervention publique assez simple, afin que chacun se comporte de plein gré envers l'environnement en accord avec l'intérêt général. Pour Christian Gollier, c'est le rôle de la fiscalité écologique qui peut concilier efficacité économique (en favorisant des comportements plus vertueux) et justice sociale (en permettant grâce aux recettes générées un double dividende si l'on affecte les ressources à la diminution des taxes sur le travail pour créer des emplois, ou en subventionnant les énergies propres).

Il suffit notamment de s'appuyer sur les travaux de A. C. Pigou du début du XXème siècle avec son livre intitulé *L'économie du bien-être*, pour comprendre l'effet des externalités négatives et l'idée d'une taxe pour en corriger les effets néfastes. A.C. Pigou cherchait d'ailleurs à l'époque une solution à la pollution industrielle qui créait de fortes nuisances pour la population londonienne.

On sait que les émissions de CO2 dans l'atmosphère sont une défaillance du marché qui se traduiront par un réchauffement global à la surface du globe. Or il existe un consensus chez les économistes pour évaluer les externalités négatives créées par ces émissions à 50 euros par tonne de CO2. Malgré tout, le principe pollueur-payeur devrait s'appliquer à l'identique sur toutes les catégories sociales, dans tous les lieux et dans tous les contextes économiques selon Christian Gollier.

Mais il s'agirait de mettre en place des compensations aux ménages les plus vulnérables à la hausse du prix de l'énergie et utiliser le reste de cette recette fiscale pour d'autres objectifs, comme la baisse des charges sociales pour stimuler la création d'emplois. Pour maximiser l'efficacité redistributive, il faut aussi selon lui limiter les exemptions et lutter contre les niches fiscales.

### Quelle solidarité intergénérationnelle ?

Christian Gollier critique les différents gouvernements qui se sont succédé et qui ont installé l'idée que la guerre contre le changement climatique n'exigerait pas forcément de sacrifices : or l'on sait que les efforts des générations actuelles sont indispensables pour atteindre les objectifs de limitation des émissions de CO2 et freiner la hausse de la température de la planète, sous la forme de l'acceptation de hausse du prix du carburant notamment. Pour l'auteur, « *le concept d'une transition énergétique heureuse est une utopie* ». Dès lors, la difficulté est de mobiliser l'opinion contre un péril diffus, éloigné dans le temps, et plutôt mondial que national, et la question du partage de l'effort entre les générations pour lutter contre le changement climatique devient cruciale.

On sait qu'une croissance est soutenable si elle permet aux générations futures de disposer d'un niveau de bien-être au moins aussi élevé que le nôtre : il existe un consensus pour miser sur l'innovation technologique afin d'enclencher un mécanisme de croissance bas carbone.

Christian Gollier plaide pour que les Etats les plus volontaires avancent sur la voie d'une gouvernance climatique mondiale. Mais pour les Français, la question clé demeure la suivante et il ne faut pas l'éluder : « *les Français sont-ils prêts aujourd'hui à sacrifier un petit peu de leur bien-être pour améliorer beaucoup le bien-être d'autrui – même si cet autrui n'est pas Français et qu'il n'est probablement même pas encore né ?* »